

EN 2003, LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU CREUX DU CYCLE CONJONCTUREL

En 2003, le ralentissement économique affecte plus profondément le marché du travail que les années précédentes. Si, en 2002, l'emploi avait pu se maintenir en croissance, il subit cette année la première contraction depuis dix ans (-88 000). La dégradation de l'emploi industriel se poursuit et, surtout, l'emploi tertiaire du secteur privé, habituellement très dynamique, ne croît que modestement. Le redéploiement des politiques de l'emploi en faveur de l'activité marchande s'accompagne d'une réduction de l'emploi non marchand.

Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM de catégorie 1) augmente de 140 000, mais de façon à peine plus prononcée qu'en 2002. La progression du chômage tend surtout à se diffuser à l'ensemble des catégories d'actifs. Le marché du travail est, de ce fait, de moins en moins tendu ; mais le retour de quelques tensions sectorielles en fin d'année est un signe annonciateur de reprise.

Le début de l'année 2003 s'est inscrit dans le prolongement du ralentissement économique observé au cours des années précédentes. En revanche, le second semestre marque le retournement du cycle conjoncturel, dans un environnement international où se manifestent des signes de reprise (encadré 1). L'année se solde globalement par une croissance économique de +0,5 %, comparable à la croissance moyenne de la zone euro, mais très en deçà des pays moteurs (pays émergents, États-Unis). La reprise a d'abord été soutenue par une forte croissance de la demande mondiale, en particulier aux États-Unis et en Asie. L'importance de cette demande n'a été qu'amoindrie par l'appréciation de l'euro. Mais, en fin d'année, la croissance s'est appuyée sur une demande intérieure dynamique.

Cette vigueur de la demande intérieure provient tant des entreprises que des ménages. D'une part, les entreprises ont finalement

mieux réussi à enrayer l'érosion de leurs marges que ne le laissent penser les premiers indicateurs publiés, et elles ont bien résisté au ralentissement. L'investissement a cessé de se dégrader avant de repartir vivement en fin d'année. D'autre part, la baisse du taux d'épargne a permis aux ménages d'accroître leur consommation (+1,7 %) et l'investissement en logement (+0,7 %), alors même que le pouvoir d'achat des revenus s'est fortement restreint (+0,5 point).

L'emploi sur la mauvaise pente

La création d'emplois avait considérablement ralenti en 2001 et 2002, avec une activité économique moins dynamique qu'à la fin des années quatre-vingt-dix. En 2003, la situation sur le marché de l'emploi se dégrade encore, avec la destruction de 88 000 postes, première chute de l'emploi total depuis la crise économique de 1993 (graphique 1).

En 2002, déjà, les créations d'emplois dans le secteur privé non agricole s'étaient nettement ralenties (+ 37 000), malgré un léger rebond de l'activité économique. En 2003, ce secteur perd 81 000 emplois, si bien que le bilan des deux dernières années

est négatif en termes d'emplois (tableau 1). Dans la continuité de 2002, l'industrie perd de nombreux effectifs en 2003 (-109 000, soit -2,7 %). L'industrie manufacturière concentre l'essentiel de ces suppressions. L'emploi dans la construction progresse un peu plus fermement qu'en 2002 (+9 000).

Essoufflement de la création d'emplois dans le tertiaire

Le secteur tertiaire est habituellement le moteur de la croissance de l'emploi. Le secteur tertiaire marchand créait plus de 100 000 emplois par an depuis 1994, et plus de 400 000 postes supplé-

mentaires en 1999 et 2000. En baisse depuis 2001, le rythme des créations d'emplois s'y essouffle franchement en 2003, avec seulement 19 000 créations, soit une croissance de +0,2 %. Pour la première fois depuis 1971, les services aux entreprises suppriment des postes (-5 000). L'intérim, pratiquement stable en 2003, est neutre sur l'évolution de l'emploi.

La politique de l'emploi : réduction des interventions sur l'emploi non marchand

En 2003, la priorité a été donnée aux mesures d'aide à l'emploi marchand. Parallèlement, les aides ont été réduites en direction du secteur non marchand : les

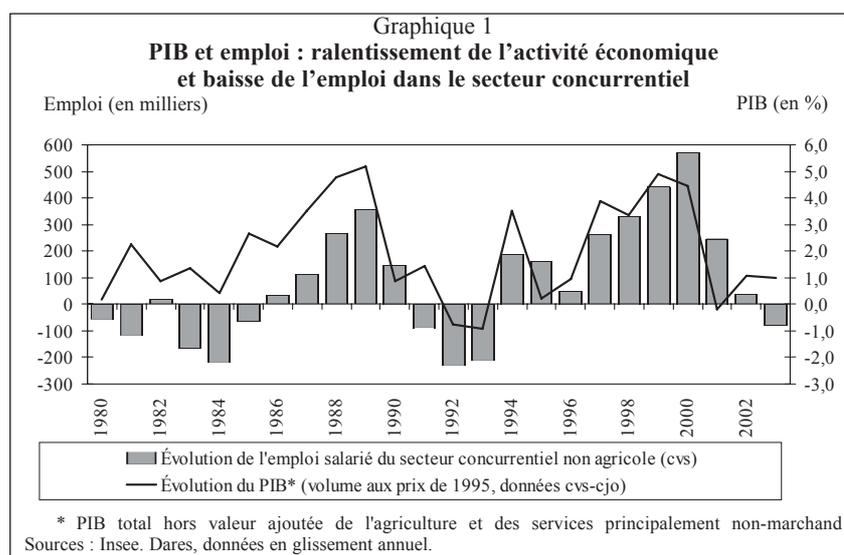


Tableau 1
L'emploi salarié en baisse dans le secteur privé non agricole

	Effectifs bruts en fin d'année (en milliers)	Variations annuelles cvs (en milliers)				Variations annuelles cvs (en %)					
		2003	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002
Salariés	22 417	577	653	275	151	-88	2,8	3,0	1,2	0,7	-0,4
Agriculture	329	-9	-8	-14	4	-16	-2,3	-2,2	-3,8	1,2	-4,5
Secteur privé (1) non agric.	15 327	440	571	246	37	-81	3,1	3,9	1,6	0,2	-0,5
Industrie	3 937	-5	78	-11	-96	-109	-0,1	1,9	-0,3	-2,3	-2,7
Construction	1 273	39	50	28	5	9	3,4	4,2	2,3	0,4	0,7
Tertiaire marchand (1) (2) ..	10 118	407	442	229	127	19	4,5	4,7	2,3	1,3	0,2
dont : intérim	561	113	89	-58	2	-3	25,8	16,2	-9,1	0,4	-0,5
Tertiaire non marchand (3)	6 761	145	90	43	110	8	2,3	1,4	0,7	1,7	0,1
dont : CES, CEC, CEV et emplois jeunes (4)	381	52	5	-18	-13	-102	11,4	0,9	-3,4	-2,5	-21,2
Non-salariés	2 143	8	-30	-17	-4	0	0,3	-1,4	-0,8	-0,2	0,0
Emploi total (y.c contingent)	24 560	547	582	234	147	-88	2,4	2,5	1,0	0,6	-0,4

(1) - Hors administration, éducation, santé et action sociale.

(2) - Les intérimaires sont comptabilisés dans ce secteur.

(3) - Administration, éducation, santé et action sociale.

(4) - Contrat emploi-solidarité, contrat emploi consolidé et contrat emploi ville.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

entrées y ont baissé de 18 % (tableau A). Les enveloppes budgétaires dédiées aux contrats emploi-solidarité (CES) et emplois consolidés (CEC) ont été resserrées et le dispositif « Nouveaux Services - Emplois Jeunes » s'est pratiquement éteint. En revanche, dans le secteur marchand, la diminution des entrées est nettement moins forte que l'année précédente : -4,7 % en 2003, après -23 % en 2002. Cette quasi-stabilisation s'explique par la montée en charge de la mesure de « soutien à l'emploi des jeunes en entreprise » (SEJE), et la vigueur des aides aux créations d'entreprises par des chômeurs (ACCRE). De plus, le contrat initiative emploi (CIE) a été relancé en milieu d'année, son attractivité ayant été renforcée par un versement trimestriel et non plus annuel des primes à l'embauche. Les efforts déployés n'ont toutefois pas suffi à compenser l'impact négatif de la conjoncture économique sur le recours aux mesures de formation en alternance, ni les effets défavorables liés à la disparition, fin 2002, de la mesure d'exonération pour l'embauche à temps partiel.

Au total, les entrées ont baissé de 6 % en 2003, ce qui a conduit à un nouveau repli du nombre de bénéficiaires en fin d'année : -169 000, hors mesures de retraits d'activité. Cette contraction du nombre de contrats de travail aidés entraîne une perte de 100 000 emplois (tableau 2). Elle

contribue pour +65 000 à la hausse du chômage, hors mesures de retraits d'activité. Ces dernières, principalement des formules de préretraites, ont globalement reculé depuis plusieurs années afin de favoriser l'activité des salariés âgés. Toutefois, en 2003, le nombre de personnes dispensées de recherche d'emploi (DRE) augmente de 22 000, et les cessations d'activité de travailleurs salariés ayant effectué des travaux pénibles (CATS) de 13 000. Si bien qu'au total le nombre de personnes précocement retirées de l'activité est en hausse sur l'année.

140 000 demandeurs d'emploi supplémentaires en 2003

En 2003, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie I inscrits à l'Anpe augmente, en données brutes, de 141 000, pour avoisiner 2 450 000 personnes. Ce résultat prolonge, en l'amplifiant quelque peu, la tendance amorcée au second semestre 2001 (graphique 2). La demande d'emploi croît quelle que soit la définition retenue. Contrairement à 2002, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (quelle qu'en soit la durée) progresse encore plus fortement que le nombre des demandeurs d'emploi sans activité. L'activité réduite concerne, fin 2003, plus d'un million de personnes. Alors que son fort développement contribuait à la décrue du chômage « à temps complet » en 1997 et 1998, en

2003 il accompagne l'augmentation de ce dernier ; en cela il permet de contenir cette augmentation, comme dans les années 1995-1996. Le taux de chômage au sens du BIT progresse de 0,6 point en un an, pour atteindre 9,9 % en fin d'année 2003.

La baisse en trompe-l'œil des inscriptions suite à licenciement économique

Bien qu'en léger repli, la hausse du nombre de DEFM est toujours alimentée par une croissance soutenue des inscriptions à l'Anpe (tableau 3). Les entrées suite à un licenciement économique avaient fortement progressé en 2002. Elles se réduisent pour retrouver le volume de 2001. Mais le nombre total de nouveaux demandeurs d'emploi affectés par un licenciement, quelle qu'en soit la nature, s'accroît de nouveau (graphique 3). Le passage en projet d'action personnalisé « anticipé » (dit « Pré-PAP ») s'est en effet partiellement substitué à l'inscription directe lors du licenciement. Depuis avril 2002, ce dispositif permet à un futur licencié économique d'être pris en charge par l'Anpe avant même la fin de son préavis. Cet accroissement global des entrées suite à licenciement est concomitant à la forte progression du nombre de plans sociaux notifiés à l'administration (+38 %).

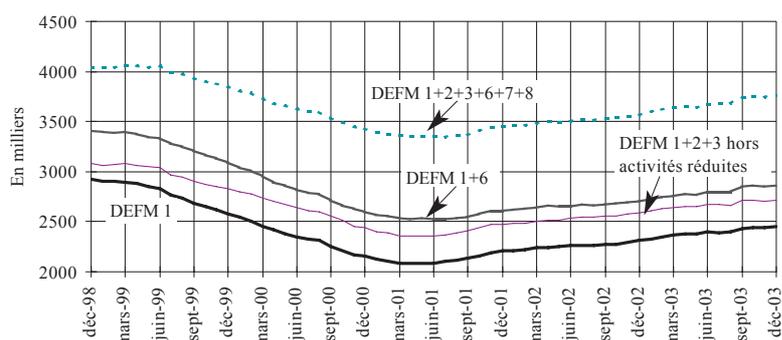
Les sorties du chômage s'accroissent aussi. C'est le signe d'une plus grande fluidité de la liste

Tableau 2
Les effets des politiques de l'emploi sur l'emploi et le chômage

	2001			2002			2003		
	Emploi total			Chômage (définition BIT)					
Évolution de l'emploi et du chômage									
Évolution annuelle en milliers	240	153	-84	8	153	183			
Dont : salariés des secteurs marchands non agricoles	252	42	-77						
Effets des politiques de l'emploi									
	Sur l'emploi			Sur le chômage					
Effets des dispositifs spécifiques	-44	-44	-101	66	74	65			
Dont : Marchand aidé	-25	-36	-22	21	31	17			
Non-marchand aidé	-19	-7	-79	14	6	63			
Formation des demandeurs d'emploi	-	-	-	0	2	-5			
Retraits d'activité	-	-	-	31	35	-9			
Effets des exonérations générales de cotisations sociales	1	0	0	-1	0	0			
Effets des RTT collectives	66	55	7	-66	-55	-7			

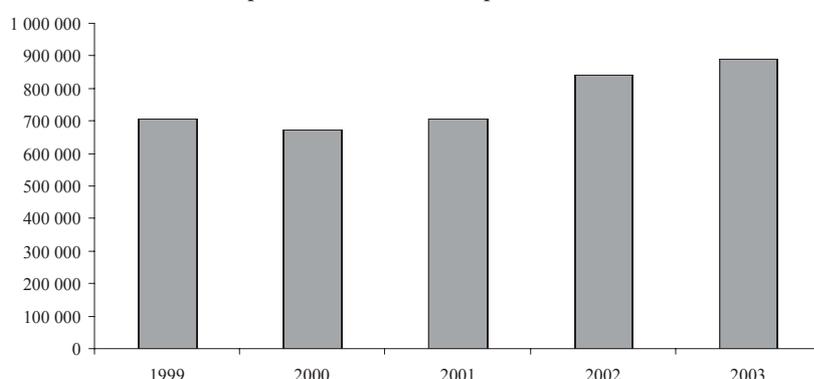
Sources : Insee, Dares, Unédic, Anpe, calculs Dares.

Graphique 2
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi depuis 1998
selon les différentes définitions



Source : Anpe, Insee, Dares.

Graphique 3
Nombre d'inscriptions annuelles à l'Anpe suite à un licenciement



Champ : on cumule ici les inscriptions suite à un licenciement économique, suite à un autre type de licenciement, ainsi qu'à l'issue d'une convention de conversion ou d'un « PAP anticipé ». Demandes de catégorie 1.

Source : Anpe, Insee, Dares.

des inscrits. Le nombre de radiations administratives est relativement stabilisé, et concerne environ 10 % des sorties observées. La mise en œuvre du « programme d'action personnalisé pour un nouveau départ vers l'emploi » (PAP-ND) au second semestre 2001 s'était accompagnée d'une forte hausse des radiations : cette mesure « d'accompagnement » des chômeurs reposant sur des convocations systématiques des demandeurs d'emploi, sa contrepartie est l'accroissement du nombre de personnes qui ne s'y présentent pas. Des enquêtes Dares-Anpe auprès de sortants du chômage démontrent que 40 % des radiés sont des personnes ayant retrouvé un emploi et qui n'ont pas jugé utile de le signaler.

Le chômage des jeunes reste orienté à la hausse

En 2001 et 2002, c'est surtout le chômage des hommes qui avait augmenté ; particulièrement celui des jeunes de moins de 25 ans, en 2001. En période de retournement conjoncturel sur le marché du travail, les jeunes et les hommes sont en effet régulièrement les pre-

Tableau 3
Évolutions annuelles des flux d'entrée et de sortie du chômage (catégorie 1, données brutes)

En pourcentage

	Entrées en chômage	Dont :		Sorties du chômage
		Licenciement économique	Fin de CDD	
2000/1999	-4,3	-13,8	-5,7	+0,2
2001/2000	+5,1	+3,7	+2,0	-6,6
2002/2001	+6,4	+24,1	+2,0	+4,7
2003/2002	+4,2	-19,7	+2,3	+2,9
Effectifs 2003 (en milliers).	4 548	203	1 220	4 205

Lecture : au cours de 2003, le volume d'entrées enregistrées augmente de 4,2 % par rapport à celui enregistré en 2002.

Source : Anpe, Dares.

Tableau 4
Les demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1, par sexe et âge

	Moins de 25 ans		25 à 49 ans		50 ans ou plus		Ensemble		Ensemble
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Variation annuelle (en milliers) ..	14,6	14,4	58,9	42,0	4,2	3,2	77,7	59,6	137,3
Taux d'évolution (en pourcentage)	7,1	7,3	7,5	5,5	2,1	2,0	6,5	5,4	5,9
Effectifs fin décembre 2003 en milliers (données CVS)	221,1	210,8	846,4	801,0	208,7	159,5	1 276,2	1 171,3	2 447,5

Source : Anpe, Dares.

miers touchés. En 2003, la hausse s'est diffusée à un rythme soutenu aux femmes et aux plus de 25 ans, tout en restant importante pour les plus jeunes (tableau 4). Les femmes ne sont plus préservées de la dégradation du marché du travail. Leur taux de chômage reste supérieur de deux points à celui des hommes, fin décembre 2002 : 11 % contre 9 %. Toutefois, l'écart entre hommes et femmes s'est réduit régulièrement ces dernières années, et 2003 a consolidé cette tendance.

Chômage de longue durée : une hausse encore mesurée

En 2003, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus

d'un an à l'Anpe s'est accru de 55 000 en catégorie 1 (+8 %). Malgré cette hausse, la proportion de demandeurs d'emploi, chômeurs de longue durée, reste en deçà de 30 %. Le nombre d'inscrits depuis un à deux ans augmente vivement, alimenté par l'afflux d'entrées de l'année précédente. En revanche, le nombre de chômeurs inscrits depuis plus de trois ans se réduit encore quelque peu : -8 % (graphique 4). Cela s'explique, d'une part, par les entrées observées et, d'autre part, par les efforts en faveur de l'insertion des chômeurs les plus en difficulté. Le chômage de longue durée reste encore très minoritaire parmi les jeunes : moins d'un demandeur d'emploi sur sept

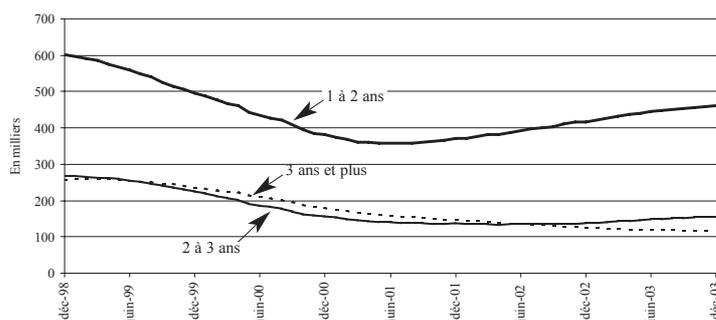
de moins de 25 ans est inscrit à l'Anpe depuis plus d'un an, contre la moitié des plus de 50 ans.

Les tensions sur le recrutement de la main-d'œuvre se réduisent encore

Des difficultés de recrutement s'étaient développées au cours de la phase ascendante du cycle économique. Avec le retournement conjoncturel, elles ont fait place à une détente du marché du travail. En 2003, les tensions continuent à se réduire, en particulier dans le tertiaire : les offres d'emploi se replient tandis que les flux de demandeurs d'emploi s'accroissent. Il en est ainsi des hôtels-café-restaurants, qui recrutent certes plus difficilement que la moyenne. Cependant, au deuxième semestre, pour la première fois depuis la mi-2001, les tensions ne baissent plus de façon significative. Elles augmentent même dans le secteur du bâtiment, où elles étaient déjà importantes.

*Bruno COQUET,
Karl EVEN,
Édouard FABRE,
Patrick POMMIER (coord.)
(Dares).*

Graphique 4
Évolution du chômage de longue durée par tranche d'ancienneté (DEFM de catégorie 1, données CVS)



Source : Insee, Dares.

Tableau A

Les politiques de l'emploi et leurs effets selon les dispositifs

France métropolitaine	Entrées				Stock en fin d'année							
	Niveau		Variation annuelle (%)		Niveau		Variation annuelle		Effets emploi		Effets Chômage	
	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003
Milliers de bénéficiaires	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003
Emploi marchand aidé	677	645	-22,3	-4,7	1 225	1 130	-243	-94	-39	-22	31	16
Apprentis	233	228	-1,3	-2,1	357	359	1	2	0	1	0	-1
Contrat de qualification	123	107	-5,5	-12,9	167	150	-7	-17	-1	-3	1	2
Contrat de qualification Adultes	9	9	1,9	1,1	10	10	1	0	0	0	0	0
Contrat d'adaptation	45	41	-27,0	-9,7	35	32	-13	-3	-1	0	1	
Contrat d'orientation	6	6	-12,7	-5,6	2	2	0	0	0	0	0	0
Abattement temps partie	68	0	-43,5	-100,0	266	147	-105	-119	-26	-30	21	24
Contrat initiative emploi	52	65	-41,3	24,6	159	154	-49	-5	-7	-1	6	1
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise	49	87	2,1	77,6	7	94	7	87	1	11	-1	-9
Exonérations pour l'embauche de salariés	19	19	-81,7	-0,1	127	68	-84	-59	-8	-6	6	4
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	33	45	-7,4	37,2	29	41	-3	12	-1	3	1	-2
Encouragement au dévpmnt d'entreprises nouvelles	10	9	222,9	-8,4	11	12	5	2	1	0	-1	0
Entreprise d'insertion (salarié d')	12	11	-4,3	-6,0	4	3	-1	-1	0	0	0	0
Allocation temporaire dégressive	4	4	11,7	14,5	6	7	1	1	0	0	-1	-1
Prétraite progressive	15	15	22,5	-1,9	46	50	5	4	2	2	-1	-2
Emploi non marchand aidé	479	395	-4,2	-17,6	485	385	-9	-100	-8	-79	6	63
Contrat emploi - solidarité	285	248	-3,8	-12,8	144	125	-5	-19	-5	-17	4	13
Contrat Emploi consolidé	137	117	-2,6	-14,9	134	116	-1	-18	-1	-12	1	10
Contrat Emploi jeune	57	29	-9,5	-48,2	207	144	-3	-63	-2	-50	2	40
Formation des demandeurs d'emploi	525	531	257,6	1,1	147	153	-4	6	0	0	2	-5
dont : Sife collectifs	110	78	3,0	-29,1	35	31	-11	-3	0	0	10	3
Sife individuels	22	23	-6,2	6,5	2	4	0	1	0	0	0	-1
Stages d'accès à l'emploi (Anpe)	12	12	-27,2	-4,4	2	2	-1	0	0	0	1	0
Formations conventionnées (Unedic)	11	23	-	109,8	1	4	1	3	0	0	-1	-3
Formations AFPE (Unedic)	14	18	-	33,2	2	1	2	-1	0	0	-2	1
Stages régionaux	357	377	6,5	5,7	105	111	6	6	0	0	-6	-5
Retraits d'activité	124	128	-29,8	3,8	470	480	-33	10	0	0	35	-9
Prétraite Allocation spéciale du FNE	7	7	6,0	3,9	36	32	-11	-4	0	0	11	4
Cessation d'activité de certains travailleurs salariés	10	17	136,3	63,7	18	31	9	13	0	0	-7	-13
Conventions de conversion	6	0	88,9	-99,5	0	0	-10	-1	0	0	10	1
Allocation de remplacement pour l'emploi	1	0	-95,9	-100,0	38	17	-35	-21	0	0	35	21
Dispenses de recherche d'emploi	100	105	11,7	4,9	378	400	13	22	0	0	-13	-2
Ensemble	1 805	1 699	6,6	-5,9	2 327	2 148	-289	-179	-47	-101	74	65
Trace	84	84		-0,5	103	127	103	52	0	0	0	0

Sources : Insee, Dares, Dgefp, Unedic, Anpe, calculs Dares.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15. www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet.
Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) - Documentation : 01.44.38.23.(12 ou 14) - Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, Reprographie : DAGEMO.
Abonnements : La Documentation française, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - www.ladocumentationfrancaise.fr
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 116 €, CEE (TTC) 122,20 €, hors CEE (TTC) 124,30 €. Publicité : Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.

2003, HORS DE FRANCE

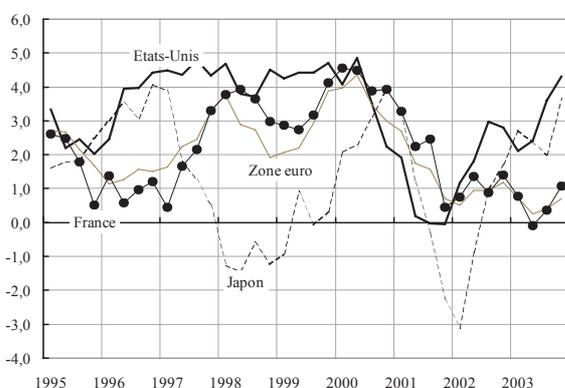
En 2003, la reprise mondiale s'est affirmée. Comme ces dernières années, la croissance a été forte dans les pays émergents, particulièrement en Europe de l'Est et dans les pays d'Asie, où l'Inde et la Chine ont encore joué les premiers rôles. Dans les pays industrialisés, les stimuli budgétaires et monétaires ont encore soutenu la forte expansion des États-Unis (+3,1%). Le Japon a poursuivi sa croissance sur un rythme inattendu (+2,7 %). Comme en 2002, l'Europe est demeurée atone (+0,8 %), en particulier dans la zone euro (+0,4 %) où l'appréciation de l'euro et le renchérissement des produits de base ont accentué l'effet des politiques économiques restrictives qui avaient déjà pesé sur la croissance au cours des années précédentes. La croissance semble enfin avoir fait son retour à la fin 2003 : +0,5 % en France, un rythme comparable à celui des pays de l'Europe des quinze. Toutefois, la décreue y a été plus prononcée au premier semestre, et le rebond plus vigoureux en fin d'année.

La « reprise sans emploi » s'est poursuivie aux États-Unis : l'emploi salarié marchand se stabilise en 2003, après avoir diminué de trois millions de postes au cours des deux années précédentes. L'industrie a été particulièrement affectée par le ralentissement économique, même au cours de la reprise qui a suivi. Dans ce secteur, les réductions d'effectifs n'avaient jamais été aussi importantes depuis la seconde Guerre mondiale. Le Japon a renoué avec une croissance de l'emploi salarié marchand, après deux ans de baisse, mais l'emploi ne dépasse toujours pas le niveau du milieu des années quatre-vingt-dix. La zone euro est encore parvenue à maintenir l'emploi, avec même une légère remontée de l'emploi salarié marchand : +180 000 en 2003.

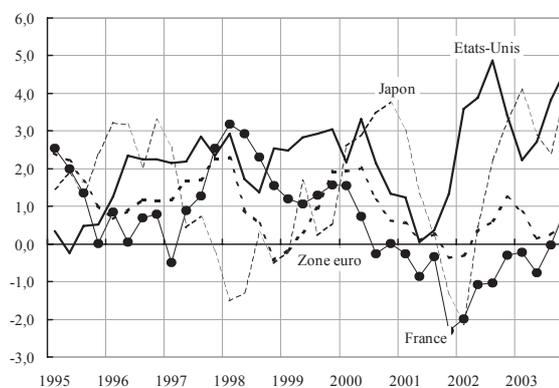
Aux États-Unis et au Japon, la productivité individuelle augmente de plus de 4 %, en glissement annuel. En Europe, en revanche, le maintien de l'emploi dans une période de faible croissance a pour prix la stagnation de la productivité. La zone euro parvient tout juste à éviter une baisse de sa productivité en 2003 (+0,5 % en glissement annuel). La France ne fait pas exception, même si le rebond y est plus vif (+1,0 %).

Aux États-Unis, après une hausse en début d'année, le taux de chômage s'est stabilisé à 6 %, grâce notamment aux nombreux retraits du marché du travail. Au Japon, le chômage réagit toujours aussi peu aux évolutions de l'emploi, mais il baisse de 0,3 point en 2003. En Europe, le maintien de l'emploi (+0,2 %) n'empêche pas la montée du chômage dans la zone euro (+0,2 point).

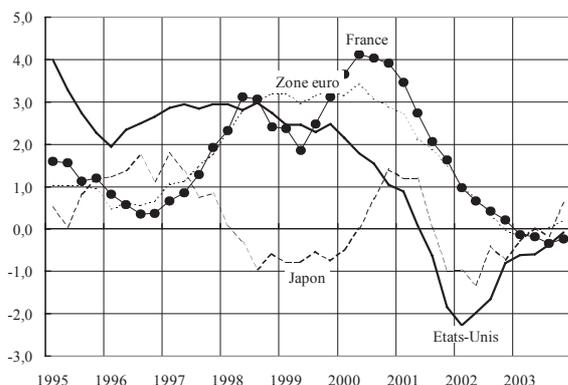
Produit intérieur brut, glissement annuel en %



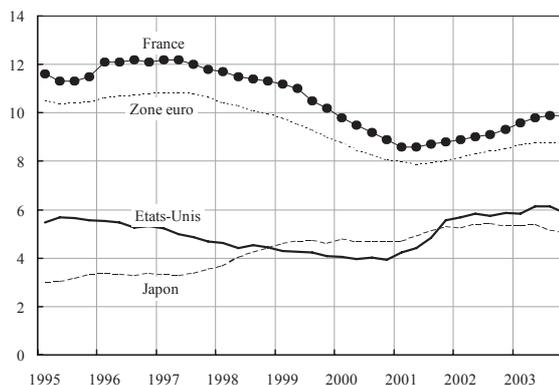
Emploi privé, glissement annuel en %



Productivité par tête, glissement annuel en %



Taux de chômage, en % de la population active



Sources : Emploi et PIB : Insee pour la France, OCDE pour les autres pays. Taux de chômage harmonisés : Eurostat.

VIENT DE PARAÎTRE

Les Dossiers de la Dares

Octobre 2004

FAMILLES PROFESSIONNELLES

Vingt ans de métiers

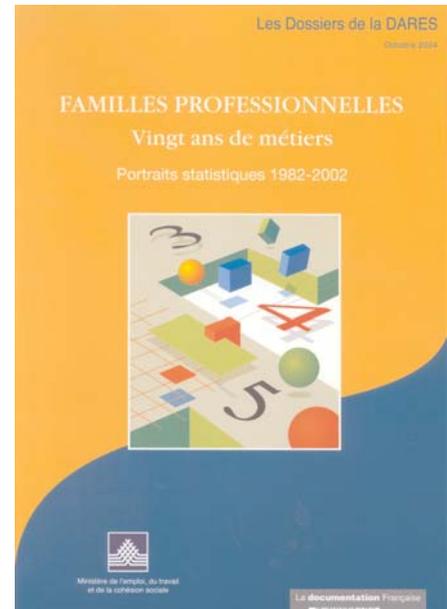
Portraits statistiques 1982-2002

Des données de synthèse sur la situation de l'emploi et du marché du travail au cours des vingt dernières années, un portrait des métiers regroupés en 83 familles professionnelles, tel est le contenu de ce nouveau dossier réalisé par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), en collaboration avec l'ANPE.

Tous ceux qui s'intéressent au fonctionnement du marché du travail et aux professions y trouveront une batterie d'indicateurs et des analyses approfondies.

Combien y a-t-il d'informaticiens ou de cuisiniers ?
Existe-t-il des métiers que l'on peut exercer sans diplôme ?
Quels sont les métiers porteurs et ceux qui vieillissent ?
La mixité professionnelle progresse-t-elle
ou des métiers sont-ils encore typiquement « féminins »
ou « masculins » ? Quels sont les métiers qui recourent
beaucoup au temps partiel et aux contrats à durée déterminée ?
Quelles sont les régions où l'emploi est le plus dynamique ?
Quel est le profil des demandeurs d'emploi
selon le métier recherché ?

À toutes ces questions, et à beaucoup d'autres,
des réponses sont données dans les synthèses, fiches,
tableaux et graphiques de ce dossier.



440 pages • 35 €

Direction de l'animation de la recherche,
des études et des statistiques



<http://www.travail.gouv.fr>
(Rubrique Emploi puis Études et Statistiques)

En vente à :

La Documentation Française

29-31, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07

Téléphone : 01.40.15.70.00 - Télécopie :
01.40.15.72.30

<http://www.ladocumentationfrancaise.gouv.fr>



<p>bon de commande</p> <p>à envoyer à</p> <p>La documentation Française</p> <p>124, rue Henri-Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex FRANCE</p> <p>Téléphone 01 40 15 70 00 Télécopie 01 40 15 68 00</p> <p>www.ladocumentationfrancaise.fr</p>	<p>Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques</p> <p>http://www.travail.gouv.fr</p> <p>LES DOSSIERS DE LA DARES</p> <p>Familles professionnelles <i>Vingt ans de métiers</i> Portraits statistiques 1982-2002</p> <p>Participation aux frais de facturation et de port, sauf pour les abonnements</p>	Prix unitaire TTC	Nbre	Total	Nom _____
		35 €			Prénom _____
					Profession _____
					Adresse _____
					Code postal _____
					Localité _____
					Je règle
				4,95 €	<input type="checkbox"/> Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de M. l'Agent comptable de la Documentation française
				montant total à payer	<input type="checkbox"/> Par carte bancaire (date d'expiration <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>)
		1 euro = 6,55957 F			N° <input type="text"/>
					Date _____ Signature _____